

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 05712

Numéro SIREN : 319 427 316

Nom ou dénomination : SANDRO ANDY

Ce dépôt a été enregistré le 06/07/2018 sous le numéro de dépôt 52785



20180527852017

DATE DEPOT : 06/07/2018

N° DE DEPOT : 52785

N° GESTION : 1980B05712

N° SIREN : 319427316

DENOMINATION : SANDRO ANDY

ADRESSE : 150 bd Haussmann 75008 Paris

MILLESIME : 2017

« SANDRO ANDY »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social :
150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS



**DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 15 JUIN 2018**

**DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2017**

DEUXIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 29 399 367 €

A titre de dividendes à concurrence de 25 000 000 €

Le solde 4 399 367 €

En totalité au poste « Report à nouveau » qui passe ainsi de 2 598 568 euros à 6 997 935 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la société sont de 7 452 594 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Année	Dividende global	Revenu imposable
2016	30.000.000	30.000.000
2015	0	0
2014	16.700.000	16.700.000

Le Directeur Général Délégué
Monsieur Philippe GAUTIER

Certifié Conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a diagonal stroke.



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Sandro Andy S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

CERTIFIÉ CONFORME

Exercice clos le 31 décembre 2017

Sandro Andy S.A.S.

150, boulevard Haussmann - 75008 Paris

Ce rapport contient 30 pages

Référence : VF-18-02-46

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à direction et
conseil de surveillance,
inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Codo APE 69202
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Sandro Andy S.A.S.

Siège social : 150, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Capital social : € 279 344

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Associée unique de la société Sandro Andy S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sandro Andy S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les droits au bail (« Les fonds commerciaux ») font l'objet de tests de perte de valeur au minimum une fois par an selon les modalités décrites dans la note 1 « immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées. Nous nous sommes assurés que l'annexe aux états financiers donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Associée unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général Délégué et dans les autres documents adressés à l'Associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 juin 2018

KPMG S.A.



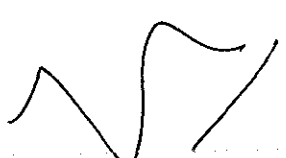
Valéry Foussé
Associé

SANDRO ANDY S.A.S.

150 Boulevard HAUSSMANN

75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

Comptes au 31/12/2017



CERTIFIÉ CONFORME

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Capital social - capitaux propres	20
Engagements financiers donnés et reçus	21
Effectif moyen	22
Filiales et participations	23
Opérations liées 2017	24
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	25

Bilan - Actif

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	428 947	216 679	212 268	309 246
Concessions, brevets et droits similaires	617 762	434 369	183 393	172 787
Fonds commercial	25 605 345	3 330 568	22 274 777	24 284 552
Autres immobilisations incorporelles	905 598		905 598	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	4 789		4 789	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	572 469	563 613	8 856	30 525
Autres immobilisations corporelles	34 935 288	28 658 558	6 276 729	7 379 331
Immobilisations en cours	3 500 809		3 500 809	3 036 621
Avances et acomptes	221 273		221 273	96 376
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	534 495		534 495	574 495
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	313 228		313 228	328 533
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 075 799		2 075 799	2 073 599
ACTIF IMMOBILISE	69 715 803	33 203 787	36 512 015	38 286 064
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	19 355 539	1 925 435	17 430 104	12 400 351
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	48 259 754	1 737 451	46 522 303	43 400 299
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				943 340
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	42 845 419	106 093	42 739 326	29 080 942
Autres créances	10 766 783		10 766 783	2 754 049
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 800 927		2 800 927	1 628 973
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	16 855		16 855	54 972
ACTIF CIRCULANT	124 045 277	3 768 979	120 276 298	90 262 924
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	531 100		531 100	441 342
TOTAL GENERAL	194 292 179	36 972 766	157 319 414	128 990 331

Bilan - Passif

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques		31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel	(dont versé : 279 344)	279 344	279 344
Primes d'émission, de fusion, d'apport		87	87
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		30 451	30 451
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		94 428	94 428
Report à nouveau		2 598 568	7 298 175
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		29 399 367	25 300 393
Subventions d'investissement		50 350	82 150
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		32 452 594	33 085 027
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		763 059	720 037
Provisions pour charges			
PROVISIONS		763 059	720 037
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 302 609	269 698
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs 14 222 998)		14 222 998	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		208 375	688 525
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		59 932 453	51 899 078
Dettes fiscales et sociales		15 356 806	10 229 263
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		943 396	920 679
Autres dettes		28 925 971	28 846 455
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		3 165 210	2 143 155
DETTES		124 057 818	94 996 853
Ecart de conversion passif		45 943	188 413
TOTAL GENERAL		157 319 414	128 990 331

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	159 153 670	67 887 810	227 041 480	194 425 308
Production vendue de biens	5 745 613	48 804 343	54 549 956	37 854 921
Production vendue de services	1 267 502	2 615 513	3 883 015	1 998 712
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	166 166 785	119 307 666	285 474 451	234 278 941
Production stockée			3 291 810	9 703 083
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 204 039	3 091 435
Autres produits			452 658	1 293 442
PRODUITS D'EXPLOITATION			293 422 958	248 366 900
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			53 436 038	46 467 101
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			41 691 008	35 963 129
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-5 422 549	-517 665
Autres achats et charges externes			100 546 858	82 388 064
Impôts, taxes et versements assimilés			4 612 405	4 086 445
Salaires et traitements			25 378 789	23 521 337
Charges sociales			11 074 895	10 383 808
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 797 982	4 363 294
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			1 748 413	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			3 677 799	3 101 820
Dotations aux provisions			531 100	602 105
Autres charges			432 134	475 559
CHARGES D'EXPLOITATION			241 504 872	210 834 999
RESULTAT D'EXPLOITATION			51 918 086	37 531 901
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			52 740	9 680
Autres intérêts et produits assimilés				833
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			113	882
Différences positives de change			3 817 024	6 726 471
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 869 877	6 737 867
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				113
Intérêts et charges assimilées			482 551	503 268
Différences négatives de change			4 998 823	2 752 122
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			21	
CHARGES FINANCIERES			5 481 396	3 255 502
RESULTAT FINANCIER			-1 611 519	3 482 364
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			50 306 566	41 014 265

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	607 817	233 092
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		5 849
PRODUITS EXCEPTIONNELS	607 817	238 941
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 206 531	1 626 219
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	965 225	1 343 802
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	92 485	4 203
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 264 240	2 974 224
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 656 422	-2 735 283
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 501 682	2 304 454
Impôts sur les bénéfices	14 749 095	10 674 136
TOTAL DES PRODUITS	297 900 652	255 343 707
TOTAL DES CHARGES	268 501 285	230 043 315
BENEFICE OU PERTE	29 399 367	25 300 393

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le total au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 157 319 414 Euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de :
29 399 367 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2014-03 modifié par la suite par les règlements 2015-06 et 2016-07).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce, les droits au bail, les frais de recherche et les marques qui figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition ne sont pas amortis. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur du marché est inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur de marché est testée de manière régulière, si la société a identifié un indicateur de dépréciation des actifs pris individuellement.

Au 31 décembre 2017, la provision pour dépréciation des droits au bail s'élève à 3 120 749 Euros et la dépréciation des fonds de commerce à 209 819 Euros.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Linéaire

- Logiciels	1 à 5 ans
- Agencements, installations	4 à 5 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	3 à 5 ans

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs. Concernant les durées d'amortissement, les durées appliquées reflètent la durée d'utilisation du bien et n'ont pas été modifiées au cours de l'exercice.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts sont remboursés en fin de bail.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix de revient incluant les frais d'approche convertis au taux de la devise d'achat.

Certains composants ou fournitures sont utilisés sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ».

Les tissus sont dédiés à une collection. La valeur brute unitaire des tissus affectés aux collections autres que les deux collections en cours et la saison permanente, est ramenée à 0,01€.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient initial (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur, converti au taux de la devise achat. Le PRI (prix de revient initial) inclut également les frais d'approche, de logistique et frais de collection. Les produits défectueux sont valorisés à 0,01€ l'unité.

Dépréciation des stocks de produits finis et de tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été vendues au sein de son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.

Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés, qui correspondent en majorité :

- Aux retours de marchandises cédées aux filiales. Leur montant, qui correspond au retour de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqué et la valorisation des retours au prix de revient.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 7 K€ de maintenance informatique et de 10 K€ liés à l'opération Barter.

Charges à payer

Les charges à payer sont principalement constituées de 12 849 K€ de charges à payer Groupe (refacturation loyer, salaires, coûts logistiques), 8 499 K€ de charges à payer frais généraux, 617 K€ d'immobilisations, 8 640 K€ de marchandises stockées, 6 825 K€ d'avoirs liés aux clients, 9 496 K€ de charges liées au personnel et 16 K€ de charges fiscales.

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 4 264 K€ sont constituées de 3 055 K€ de charges sociales URSSAF, de 152 K€ de pénalités et amendes non déductibles, de 640 K€ de frais liés à des cessions de magasin, de 325 K€ de charges de personnel et de 92 K€ de mises aux rebut des immobilisations.

Les produits exceptionnels d'un montant de 608 K€ sont constitués de 576 K€ d'indemnités travaux et de 32 K€ de produits exceptionnels.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP HOLDING S.A.S..

Le taux moyen de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50 % taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant et 1,757% pour l'emprunt participatif intercos.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Conformément à la 3ème loi de finances rectificatrice pour 2012, la société Sandro Andy bénéficie du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). En accord avec les textes en vigueur, la société a opté pour une présentation du produit à recevoir au titre du CICE en minoration du poste « Salaires et traitements ».

Le produit à recevoir comptabilisé au titre des rémunérations éligibles et versées à partir du 1er janvier 2017 s'élève à 1 272 749 euros dans les comptes de la société au 31 décembre 2017.

Le CICE a été utilisé conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du CGI, et a principalement contribué aux efforts entrepris par la société en matière d'avantages au personnel.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.

Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaletur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP HOLDING S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales.

L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF...) et les achats en devises (principalement USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).

Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture de change sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2017 entre SMCP HOLDING S.A.S. et SANDRO ANDY S.A.S. sont présentés ci-dessous :

Engagements de couvertures opérationnelles par devise au 31/12/2017

Sandro vs SMCP SAS	Notionnel (mDEV)	Taux clôture	Notionnel (mEUR)	MUM (kEUR)
EURCAD - Imp	3,020	1,5039	2,008	27,62
EURCHF - Imp	3,707	1,1702	3,188	220,79
EURCNH - Imp	49,651	7,8132	8,355	353,17
EURGBP - Imp	10,520	0,8872	11,858	116,94
EURHKD - Imp	36,283	9,3720	3,871	211,55
EURNOK - Imp	1,514	9,8403	0,154	5,58
EURSEK - Imp	4,938	9,8438	0,502	13,09
EURSGD - Imp	1,450	1,6024	0,905	13,52
EURTWD - Imp	13,197	35,6166	0,371	8,49
EURUSD - Imp	2,935	1,1993	2,447	223,02
			31,638	1 193,75

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.

Tableau de variation des provisions pour risques et charges

Catégories	31/12/2016	Dotations	Reprises de l'exercice		31/12/2017
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges courants	278 663		46 704		231 959
Provisions pour perte de change	441 374	531 100	441 374		531 100
TOTAL	720 037	531 100	488 078	-	763 059

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Groupe SMCP jusqu'au 31/12/2013, avec SMCP HOLDING S.A.S. jusqu'au 31/12/2016 puis avec SMCP S.A. à compter du 01/01/2017.

Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant.

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2017 a progressé de 22 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2016.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Evolution de la structure

Néant.

Evolution du marché des changes pour l'entreprise

La société mère se couvre à terme sur les achats et les ventes en devises par saison et en fait bénéficier ses filiales.

Engagement retraite hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2017 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation suivant la courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg au 31 décembre 2017.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 1 124 002 € non comptabilisé dans les comptes sociaux. Il s'élevait à 870 200 € en 2016.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires :

Le montant des honoraires facturés par les Commissaires aux Comptes pour la révision légale s'est élevé à 83 740 euros au cours de l'année 2017.

Evénements significatifs

Néant.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	419 467		9 480
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 789 203		984 291
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	604 964		3 212
Installations générales, agenc., aménag.	27 788 471		2 105 127
Matériel de transport	6 019		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 904 323		488 101
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	3 036 621		2 505 681
Avances et acomptes	96 376		192 652
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 436 774		5 294 773
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	574 495		10 000
Autres titres immobilisés	328 533		
Prêts et autres immobilisations financières	2 073 599		51 180
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 976 627		61 180
TOTAL GENERAL	67 622 071		6 349 724

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			428 947	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		640 000	27 133 494	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		35 707	572 469	
Installations générales, agencements divers		994 545	28 899 053	
Matériel de transport			6 019	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		362 208	6 030 216	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 041 493	-1	3 500 809	
Avances et acomptes	67 755		221 273	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 109 248	1 392 459	39 229 838	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		50 000	534 495	
Autres titres immobilisés		15 305	313 228	
Prêts et autres immobilisations financières		48 979	2 075 799	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		114 284	2 923 523	
TOTAL GENERAL	2 109 248	2 146 744	69 715 803	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	110 221	106 458		216 679
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	371 071	63 298		434 369
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	574 440	24 881	35 707	563 613
Installations générales, agenc. et aménag. divers	22 596 988	2 654 909	994 545	24 257 352
Matériel de transport	6 019			6 019
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 716 475	1 040 920	362 208	4 395 187
Embellages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 893 921	3 720 710	1 392 460	29 222 172
TOTAL GENERAL	27 375 213	3 890 466	1 392 460	29 873 219

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis, titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation:	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	278 663		46 704	231 959
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	441 374	531 100	441 374	531 100
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	720 037	531 100	488 078	763 059
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 960 793	1 748 413	378 638	3 330 568
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	3 100 284	3 662 886	3 100 284	3 662 886
Dépréciations comptes clients	91 179	14 913		106 093
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 152 257	5 426 212	3 478 922	7 099 547
TOTAL GENERAL	5 872 294	5 957 312	3 967 000	7 862 606
Dotations et reprises d'exploitation		5 957 312	3 966 887	
Dotations et reprises financières			113	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

Déclaration au 31/12/2017

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 075 799		2 075 799
Clients douteux ou litigieux	127 858	127 858	
Autres créances clients	42 717 560	42 717 560	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	33 584	33 584	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	5 484 539	5 484 539	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 248 659	5 248 659	
Charges constatées d'avance	16 855	16 855	
TOTAL GENERAL	55 704 855	53 629 056	2 075 799

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 302 609	1 302 609		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	14 222 998	14 222 998		
Fournisseurs et comptes rattachés	59 932 453	59 932 453		
Personnel et comptes rattachés	5 998 690	5 998 690		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 728 056	5 728 056		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 660 575	2 660 575		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	969 485	969 485		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	943 396	943 396		
Groupe et associés	20 271 616	20 271 616		
Autres dettes	8 654 355	8 654 355		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 165 210	3 165 210		
TOTAL GENERAL	123 849 443	123 849 443		

Emprunts souscrits en cours d'exercice 14 222 998

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	FRN.FNP FRAIS GENERAUX	3 499 218,90	5 038 494,96	3 460 723,94
408120	FRN.FNP MARCHANDISES POTS FINIS ET	4 135 901,70	2 283 818,79	1 852 082,91
408130	FRN.FNP MARCHANDISES MP	4 503 897,70	3 473 169,80	1 030 727,90
408900	FRN.FNP INTERCO - FRANCE	3 514 042,90	926 791,61	2 587 251,29
408920	FRN.FNP INTERCO - HORS UE	9 335 197,08	6 622 287,74	2 712 909,34
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		29 988 258,28	18 344 562,90	11 643 695,38
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	FRN.FNP IMMOBILISATIONS	616 717,00	806 046,00	-189 329,00
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		616 717,00	806 046,00	-189 329,00
AUTRES DETTES				
419800	RABAIS A ACCORDER ET AVOIRS A ETAB	3 031 451,15	1 204 682,10	1 826 769,05
419900	AAE INTERCO	3 793 266,74	3 010 693,13	782 593,61
TOTAL AUTRES DETTES		6 824 737,89	4 215 375,23	2 609 362,66
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTES PROV. POUR CONGES A PAYER	1 736 305,68	1 640 666,45	95 639,23
428210	DETTES PROV. POUR RTT	15,39	52,89	-37,50
428220	DETTES PROV. POUR REPOS COMPENSATEU	72 976,84	90 345,51	-17 368,67
428400	DETTES PROV. POUR PARTICIPAT. DES S	2 581 889,00	2 304 460,00	277 429,00
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	71 000,00		71 000,00
428610	AUTRES CHARGES A PAYER NOF	10 563,45	-14 499,47	25 062,92
428640	DETTES PROV. POUR PRIME	1 360 654,41	708 674,51	651 979,90
428660	DETTES PROV. POUR PRIME DE PRECARIT	20 777,43	18 455,80	2 321,63
438200	CHARGES SOC. PROV. SUR CP	781 337,82	738 301,23	43 036,59
438210	CHARGES SOC. PROV. SUR RTT	6,93	23,81	-16,88
438220	CHARGES SOC. PROV. SUR REPOS COMPEN	32 839,72	40 655,60	-7 815,88
438240	CHARGES SOC. PROV. SUR PRIME	512 390,60	310 988,52	201 401,98
438600	CHARGES A PAYER SUR FORFAIT SOCIAL	516 376,00	460 892,00	55 484,00
438610	PROVISION CHARGES SOC. PROV. SUR PR	9 349,88	8 305,10	1 044,78
438820	AGEFIPH A PAYER	1 130 918,77	1 096 397,34	34 521,43
438830	PROV.FORMATION PROF. CONTINUE	270 888,57	269 609,68	1 278,89
438640	PROV.EFFORT CONSTRUCTION	114 828,90	113 969,23	859,67
438650	PROV.TAXE APPRENTISSAGE	273 817,74	273 533,17	284,57
448600	CHARGES A PAYER -TVTS	15 623,25	10 199,25	5 424,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		9 512 362,28	8 071 032,62	1 441 329,66
TOTAL CHARGES A PAYER		46 942 075,45	31 437 016,75	15 505 058,70

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CCA DIVERS COURANT	7 238,02	20 207,68	-12 969,66
486400	CHARGES COMPENSATOIRES BARTER	9 616,75	34 764,00	-25 147,25
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		16 854,77	54 971,68	-38 116,91
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PCA	-3 081 209,90	-2 059 154,59	-1 022 055,31
487450	PRODUITS BARTER	-84 000,00	-84 000,00	
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-3 165 209,90	-2 143 154,59	-1 022 055,31

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLT. FACTURES A ETABLIR	-376 943,48	234 286,71	-611 230,19
418900	CLT. FAE INTERCO FRANCE	44 059,27	53 765,29	-9 706,02
418910	CLT. FAE INTERCO UE	1 774 127,13	1 203 385,77	570 741,36
418920	CLT. FAE INTERCO HORS UE	5 025 316,22	1 528 172,74	3 497 143,48
418950	CLT FAE INTERCO PRIX DE TRANSFERT		3 953 868,67	-3 953 868,67
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		6 466 559,14	6 973 479,18	-506 920,04
AUTRES CREANCES				
409800	RRR A OBTENIR ET AUTRES AVOIRS NON	13,00	17 408,40	-17 395,40
438710	IJSS NETTES	-6 194,11	-476,52	-5 715,59
TOTAL AUTRES CREANCES		-6 181,11	16 929,88	-23 110,99
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		6 460 378,03	6 990 409,06	-530 031,03

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2016	Augmentation capital	Autres augmentations / diminutions	Distribution de dividendes	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2017
Capital social	279 344						279 344
Prime d'émission	87						87
Réserve légale	30 451						30 451
Autres réserves	94 428						94 428
Report à nouveau	7 298 175			-30 000 000	25 300 393		2 598 567
Résultat de l'exercice	25 300 393				-25 300 393	29 399 367	29 399 367
Subventions réglementées	82 150		-31 800				50 350
Total	33 085 027	0	-31 800	-30 000 000	0	29 399 367	32 452 594

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2016	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2017
Parts sociales	10 744			10 744
Valeur nominale	26			26
Montant du capital social	279 344			279 344

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2017

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CREDITS DOCUMENTAIRES	6 299 760					6 299 760
GARANTIES BANCAIRES	2 105 851					2 105 851
NANTISSEMENTS	15 600					15 600

TOTAL	8 421 211					8 421 211
-------	-----------	--	--	--	--	-----------

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
GARANTIES BANCAIRES	676 000					676 000

TOTAL	676 000					676 000
-------	---------	--	--	--	--	---------

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Effectifs	Personnel Salarié CDI et CDD
Effectif CADRES 2017	106
Effectif CADRES 2016	96
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	10
Effectif NON CADRES 2017	727
Effectif NON CADRES 2016	730
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	- 3

Filiales et participations

Déclaration au 31/12/2017

Dénomination	Capital	QP détenue	Valeur brute des titres	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres			Résultat
SMCP Deutschland	175 000 270 000	100	175 000	15 292 315 54 831
SMCP UK (en GBP)	10 000 2 942 842	100	11 202	36 135 913 851 569
SMCP Italia	10 000 998 000	100	10 000	26 262 413 119 012
SANDRO Espagne	3 100 1 603 000	100	3 100	20 516 845 404 903
SMCP Netherlands	10 000 921 000	100	10 000	15 014 736 112 296
SMCP Belgique	268 550 56 000	100	250 000	5 064 152 22 252
SMCP Ireland	10 000 877 000	100	10 000	5 899 000 198 875
SANDRO SUISSE (en CHF)	200 000 2 895 075	50	65 193	16 105 000 523 000

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2017 en K€
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	- 25 646
<i>Clients - Avances et acomptes reçus</i>	25 312
<i>Comptes courants</i>	- 14 960
<i>Intégration fiscale</i>	- 5 312

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2017 en K€
<i>Ventes de marchandises</i>	108 309
<i>Produits des activités annexes</i>	2 769
<i>Dividendes reçus</i>	
<i>Intérêts reçus comptes courants</i>	53
<i>Achats non stockés de marchandises</i>	- 32 404
<i>Sous traitance</i>	- 9 118
<i>Autres charges</i>	- 106
<i>Charges d'intérêts</i>	- 403

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Déclaration au 31/12/2017

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	50 306 566	14 749 095	35 557 471
Résultat exceptionnel à court terme	-3 656 422		-3 656 422
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-2 501 682		-2 501 682
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	44 148 462	14 749 095	29 399 367